



Paris, le 25 octobre 2019

COMMUNIQUE DE PRESSE

Sous l'impulsion du président Emmanuel Macron, les contributions au fonds vert ont pratiquement atteint les 10 milliards de dollars

PARIS, FRANCE—La prise de conscience partagée de l'urgence de la lutte contre les changements climatiques franchit aujourd'hui un cap important puisque 27 pays se sont engagés à reconstituer le Fonds vert pour le climat (FVC) en le dotant de 9.776 milliards USD sur les quatre prochaines années. Ces ressources financières aideront les pays en développement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux effets négatifs du réchauffement climatique tels que l'élévation du niveau des mers, les températures extrêmes, les sécheresses prolongées et l'augmentation de la fréquence et de la gravité des catastrophes climatiques.

Les engagements de contribution dépassent les 9,3 milliards USD annoncés lors de la conférence précédente en 2014, alors même que certains contributeurs n'ont toujours pas fait part de leur engagement. Les trois quarts des pays ont revu à la hausse le montant de leurs contributions en monnaie nationale, et près de la moitié est allé jusqu'à doubler ce montant. Le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, la Suède et le Japon font partie des plus gros contributeurs. Le Fonds continuera à recevoir des contributions au cours des quatre prochaines années.

Ces engagements témoignent de la confiance forte et soutenue dont bénéficie le FVC pour sa capacité unique à promouvoir un changement de paradigme vers un développement bas-carbone et résilient face aux changements climatiques. Les engagements formulés devraient en particulier permettre au Fonds vert pour le climat d'accroître son soutien aux pays émergents, mais également de concevoir et de proposer des plans d'action pour le climat ambitieux. D'ici à 2020, les gouvernements devront présenter une mise à jour de leurs contributions déterminées au niveau national (NDC, pour *Nationally Determined Contributions*), en vertu de l'Accord de Paris.

Le ministre français de l'économie et des finances, **Bruno Le Maire**, a déclaré : « *Comme leader mondial de la lutte contre le changement climatique, la France est heureuse d'accueillir la première conférence de reconstitution du Fonds vert pour le climat. Si nous voulons que l'Accord de Paris se traduise en actions concrètes pour réussir la transition écologique, il nous faut un Fonds vert avec des capacités de financement solides qui puissent aider les pays en développement à rendre leurs économies plus vertes et plus résistantes au changement climatique.* »

« *Les pays en développement, en particulier ceux qui sont les plus exposés aux changements climatiques, ont besoin de vos contributions. Une reconstitution ambitieuse*

donnera au Fonds les moyens de poursuivre son action en faveur de l'adaptation, de la résilience et du développement bas-carbone des pays en développement », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, **Antonio Guterres**, dans une déclaration vidéo adressée aux participants.

« Nous sommes honorés par la confiance que la communauté internationale accorde au Fonds pour revoir à la hausse et concrétiser les ambitions climatiques des pays qui sont les plus exposés au changement climatique », a indiqué le directeur exécutif du FVC, **Yannick Glemarec**. *« Les prochaines années seront décisives pour donner à nos partenaires la capacité d'innover, d'accélérer et d'accroître les investissements nécessaires, afin de répondre à l'urgence de l'action climatique. »*

« La mobilisation générale dans la lutte contre le changement climatique nous impose de nous montrer à la hauteur des attentes légitimes exprimées partout dans le monde. Mobiliser les financements pour déployer les énergies respectueuses de l'environnement dans les pays en développement est une réponse indispensable face à l'urgence climatique, en particulier dans ces zones les plus vulnérables. C'est pourquoi la France se félicite de l'engagement de la communauté internationale à relever sa contribution au Fonds vert » a déclaré **Brune Poirson**, secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire.

Jusqu'à présent, en finançant des projets dans 99 pays en développement, le Fonds a permis :

- de combler le fossé énergétique pour les populations privées d'électricité au Rwanda et au Kenya ;
- d'aider la Mongolie dans sa transition vers les énergies renouvelables et ses efforts pour diminuer la pollution de l'air dangereuse pour la santé ;
- d'améliorer la résilience des ressources en eau à la Barbade ;
- d'améliorer la résilience au changement climatique des femmes berbères au Maroc grâce à des pratiques agricoles durables qui, en outre, dynamisent l'activité locale.

Les investissements publics réalisés au moyen du Fonds vert pour le climat permettent d'augmenter la capacité des pays en développement à lutter contre le changement climatique et d'attirer les investissements privés dans les innovations bas-carbone. Pour que ces financements aient une efficacité maximale, chaque milliard de dollars investi permet de mobiliser près de trois milliards USD d'investissements additionnels, y compris par les pays bénéficiaires.

Le succès de la reconstitution devrait participer à renforcer la coopération internationale en matière de lutte contre le changement climatique à l'échelle mondiale, notamment lors de la conférence des Nations Unies pour le climat (COP25) qui se tiendra au Chili du 2 au 13 décembre 2019 et de la COP 26, qui sera co-organisée par le Royaume-Uni et l'Italie.

En marge de cette réunion du Fonds vert, le One Planet Event a réuni, jeudi 24 octobre à Paris, les acteurs de la finance publique et privée afin d'identifier les opportunités pour renforcer leur action internationale dans la lutte contre le changement climatique. L'objectif est de mettre en avant les outils disponibles pour associer le secteur privé dans la mise en place d'investissements verts. Les acteurs publics prennent alors en charge une partie du risque, notamment dans les phases de démarrage des projets. Ainsi, le One Planet Event a permis de dégager des solutions de financement pour décupler les

investissements dans les énergies renouvelables et pour adapter le secteur agricole aux effets du changement climatique.

Contexte

Les 194 pays membres de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC) ont créé le Fonds vert pour le climat en 2010 pour canaliser de manière efficace la finance climatique vers les pays en développement. L'Accord de Paris de 2015 a confirmé le rôle central du Fonds dans le financement de la lutte contre le changement climatique. Le Fonds vert pour le climat participe à un changement de paradigme en faisant appel à des fonds publics et privés et en proposant des financements tant pour l'atténuation comme pour l'adaptation au changement climatique.

Les pays suivants ont annoncé une contribution à la première reconstitution du Fonds vert pour le climat :

***Pays ayant annoncé au moins un doublement de leur contribution (en monnaie nationale) par rapport à leur contribution initiale au Fonds.*

** Pays ayant annoncé une augmentation de leur contribution (en monnaie nationale) par rapport à leur contribution initiale au Fonds.*

Autriche*
Belgique
Canada
Danemark**
Finlande*
France**
Allemagne**
Hongrie
Islande**
Irlande**
Italie*
Japon*
République de Corée**
Liechtenstein
Luxembourg**
Monaco**
Pays-Bas*
Nouvelle-Zélande**
Norvège**
Pologne**
Portugal
Slovaquie
Slovénie
Espagne*
Suède**
Suisse*
Royaume-Uni**

Note: La Slovénie n'a pas contribué à la reconstitution initiale des ressources du Fonds vert pour le climat.

One Planet Summit

Lancé en décembre 2017 par le président de la République, Emmanuel Macron, le One Planet Summit rassemble les décideurs politiques et les acteurs du monde économique pour proposer et concrétiser des solutions en faveur de la transition écologique. Le One Planet Summit agit dans trois grands champs d'action et s'engage à amplifier le financement de l'adaptation et de la résilience au changement climatique, à accélérer la transition vers une économie décarbonée et à ancrer le climat au cœur de la finance.

Pour plus d'informations

[Fonds vert pour le climat](#)

[Exemples de projets récents](#)

[One Planet Summit](#)

Contact Presse :

Mélanie Voin, porte-parole du ministère de l'Economie et des Finances sur les questions européennes et internationales : + 33 6 26 82 61 21 - melanie.voin@dgtresor.gouv.fr

Cabinet de Bruno Le Maire : + 33 1 53 18 41 13 - presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr